

# LA SEYNE

## Les raisons des travailleurs seynois de répondre NON au référendum-plébiscite

La date du référendum - plébiscite est maintenant certaine. Seynoises et Seynois vont répondre le 23 avril, à une question portant sur l'élargissement du Marché commun à la Grande-Bretagne et à trois autres pays de la « petite Europe ».

Chacun se pose évidemment des questions.

Pourquoi ce référendum maintenant ? Pourquoi cette consultation sur un sujet complexe dont il est difficile d'évaluer les conséquences ?

Notre journal, depuis plusieurs semaines, a expliqué abondamment qu'il ne s'agit pas d'un référendum mais bel et bien d'un plébiscite recherché par le gouvernement incapable de résoudre les difficultés auxquelles il est confronté.

S'il obtenait une majorité de oui, il pourrait ainsi affirmer que toute sa politique est approuvée et préparer ainsi avec un peu plus d'optimisme les élections législatives prochaines.

Le Marché commun existe depuis plusieurs années et naturellement les Français se demandent s'il a vraiment favorisé l'expansion de notre économie et par la suite amélioré les conditions d'existence des Français.

Si oui, ils comprendraient que ce Marché commun soit étendu à d'autres pays (Mais au fait, pourquoi seulement ceux de la petite Europe ?).

Si non, ce n'est pas la peine de poursuivre son expérience dans sa forme actuelle et alors il faut changer les méthodes.

Or, l'expérience du Marché commun est bien connue. A qui profite-t-il ?

Aux grands monopoles seulement. Les capitaux circulent, il est vrai, mais ils s'implantent là où est le meilleur profit.

On sait bien que les capitalistes n'ont pas de patrie. Et pendant ce temps les travailleurs sont durement exploités et subissent la déclassification, l'émigration, la vie chère, le chômage.

Toutes les couches de notre

population locale peuvent mesurer aujourd'hui les effets néfastes de la politique des monopoles.

### La situation de l'emploi à La Seyne

Voyons tout d'abord la situation faite aux travailleurs de notre localité.

En ce qui concerne l'emploi, il a été enregistré le mois dernier, à La Seyne, 1 283 demandes (663 hommes, 620 femmes).

Ces chiffres sont supérieurs de 42 pour cent, aux demandes de 1970. Les statistiques nationales nous apprennent que durant ces 10 dernières années, 120 000 entreprises artisanales ont fermé leurs portes. Et La Seyne fait partie de cette hécatombe.

Les établissements E.R.G.I.S., Durbec et Brouhier ont fermé leurs portes récemment. Des centaines de travailleurs ont perdu leur emploi.

La Provençale, la SAMIC licencient partiellement et l'avenir demeure pour elles des plus sombres.

L'avenir des CNIM demeure incertain. Nous sommes loin de la promesse des 4 000 emplois nouveaux, des grands bassins, des pétroliers géants...

Des milliers d'emplois sont nécessaires et on ne voit guère comment la « petite Europe » du Marché commun a jusqu'ici facilité l'expansion économique de notre région, on ne voit pas ce que le pouvoir a fait localement pour l'implantation de zones industrielles pourtant indispensables.

### Le problème des salaires

Le problème des salaires se pose sans cesse dans toutes les entreprises du fait de l'augmentation incessante des prix. Le pouvoir d'achat des ouvriers s'amenuise et pour subsister, ils sont contraints aux heures supplémentaires.

Dans le commerce, l'immense majorité des employés gagne de 750 à 800 F. par mois.

Dans le bâtiment, des manœuvres sont payés 3,74 F. de l'heure et les travailleurs immigrés sont particulièrement exploités.

Nombreux sont ceux qui travaillent 54 h. par semaine. Aux C. N. I. M. 800 ouvriers sont contraints aux heures supplémentaires.

Des ouvriers boulangers travaillent de 60 à 80 h. pendant la saison estivale, de 50 à 60 h. hors saison.

Les conditions de travail deviennent donc insupportables ; on pourrait également évoquer les conditions inhumaines du travail dans les chantiers de démolition.

Les ouvriers sont donc contraints à la lutte permanente contre le patronat exploiteur.

En ce moment même, les établissements Reboul qui comptent 45 ouvriers, sont en lutte pour l'augmentation de leurs salaires et contre la suppression de la prime de Pâques.

Voilà un tableau très succinct mais significatif de la situation locale. On reconnaîtra qu'il n'est pas très réjouissant.

Il explique que les revendications de la CGT (augmentation du pouvoir d'achat, réduction du temps de travail, avancement de l'âge de la retraite, augmentation des effectifs) sont parfaitement justifiées et comprises de toute la population.

Cette population ouvrière ne se laissera pas abuser par les promesses du Président de la République ; elle ira aux urnes le 23 avril pour dire NON à la politique des trusts qui fait faillite.

Elle dira NON à la politique antisociale du pouvoir.

NON à l'Europe du chômage et de la pénurie.

NON au régime capitaliste des scandales financiers et de la gabegie.

NON pour déjouer la manœuvre du pouvoir.

NON pour préparer dans l'union populaire, les changements qui s'imposent.

LA SECTION-VILLE

M. AUTRAN DU P.C.F.